Si plusieurs candidats ont obtenu le même nombre de points aux épreuves écrites et orale la priorité sera accordée :

— au plus ancien dans le grade pour les candidats internes, et si cette ancienneté est la même, la priorité est accordée au plus âgé.

— au plus âgé pour les candidats externes.

Art. 12. — Le président du jury peut constituer des sous-commissaires pour faire passer, aux candidats admissibles, l'épreuve orale.

Art. 13. — Sauf décision contraire du jury, les candidats ne peuvent disposer pendant la durée des épreuves écrites et orales ni de livres, ni de brochures ni de notes ni de tout autre document de quelque nature de ce soit.

Art. 14. — Nonobstant les poursuites pénales de droit commun toute fraude ou tentative de fraude dûment constatée entraîne l'exclusion immédiate du candidat de la salle d'examen, l'annulation des épreuves subies par le candidat et l'interdiction de participer pendant cinq (5) ans à tout examen ou concours administratif ultérieur.

Cette interdiction sera prononcée par arrêté du ministre des finances sur proposition du jury du concours.

Toute fraude ou tentative de fraude doit faire l'objet d'un rapport circonstancié du surveillant ou de l'examineur qui l'a constatée.

Art. 15. — La liste des candidats admis définitivement dans le grade de programmeur est arrêtée par le ministre des finances.

Tunis, le 25 avril 1991.

Le ministre des finances,
MOHAMED GHANNOUCHI

VU

Le Premier ministre
HAMED KAROUI

ANNEXE

Programme du concours
de recrutement des programmeurs

1) Culture générale :

- Géographie économique de la Tunisie
- Organisation politique et administrative de la Tunisie
- Statut particulier des personnels chargés du traitement automatique de l'informatique

2) Epreuves d'ordre technique :

- 1) Structures des ordinateurs
- 2) Algorithmique et principes de programmation
- 3) Programmation structurée
- 4) Langages de programmation
- 5) Structures de données et gestion des fichiers.

MINISTRE DE L'AGRICULTURE

PERIMETRE PUBLIC IRRIGUE

Décret n° 91-581 du 25 avril 1991, portant révision des limites du périmètre public irrigué de Bembla.

Le Président de la République;

Sur proposition du ministre de l'agriculture;

Vu la loi n° 63-18 du 27 mai 1963, portant réforme agraire dans les périmètres publics irrigués, modifiée et complétée par la loi n° 71-9 du 16 février 1971;

Vu la loi n° 83-87 du 11 novembre 1983, relative à la protection des terres agricoles;

Vu le décret n° 65-24 du 21 janvier 1965, fixant la composition et les attributions de la commission nationale consultative des périmètres publics irrigués;

Vu le décret n° 69-174 du 8 mai 1969, portant création de périmètre publics irrigués dans le gouvernorat de Sousse;

Vu le procès verbal de la réunion du 8 décembre 1989 de la commission nationale consultative des périmètres publics irrigués;

Vu l'avis des ministres des finances et du plan et du développement régional;

Vu l'avis du tribunal administratif;

Décète :

Article premier. — Les limites du périmètre public irrigué de Bembla, gouvernorat de Monastir, créé par le décret sus-visé n° 69-174 du 8 mai 1969 sont modifiées comme indiqué par un liseré rouge sur l'extrait de carte au 1/50.000è ci-joint.

Art. 2. — Le périmètre public irrigué sus-visé est classé dans les zones d'interdiction prévues par l'article 4 de la loi susvisée n° 83-87 du 11 novembre 1983. La carte de protection des terres agricoles du gouvernorat de Monastir approuvée par le décret n° 88-1650 du 14 septembre 1988 est modifié conformément à l'extrait de carte visé à l'article premier.

Art. 3. — Les ministres des finances, du plan et du développement régional et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République tunisienne*.

Tunis, le 25 avril 1991.

P/le Président de la République
et par délégation
Le Premier ministre
HAMED KAROUI

REGIME FORESTIER

Arrêté du ministre de l'agriculture du 29 avril 1991 portant approbation du procès verbal de la commission régionale de délimitation de l'assiette des terrains de parcours collectif à soumettre au régime forestier revenant à la collectivité des H'Babsa sis à la délégation d'Errouhia du gouvernorat de Siliana.

Le ministre de l'agriculture;

Vu la loi n° 88-20 du 13 avril 1988 portant refonte du code forestier;

Vu le décret n° 90-1238 du 1er août 1990 fixant la composition, les attributions et le fonctionnement de la commission chargée de délimiter l'assiette des terrains de parcours à soumettre au régime forestier;

Vu le procès verbal de la commission régionale de délimitation des terrains de parcours du gouvernorat de Siliana du 3 novembre 1987;

Arrête :

Article premier. — Est approuvé le procès verbal annexé au présent arrêté et daté du 3 novembre 1987 de la commission régionale de délimitation de l'assiette des terrains de parcours collectifs à